

Cisco accusé de soutenir la répression du régime chinois

Les bonnes affaires ne font pas toujours les bonnes images. Cisco l'apprend à son corps défendant. Le mouvement spirituel **Falun Gong vient de porter plainte**, par l'intermédiaire de la Human Rights Law Foundation basée à Washington, contre l'équipementier réseau qu'il accuse d'aider le gouvernement chinois à traquer, en ligne et au-delà, ses membres. La plainte a été déposée jeudi 19 mai dernier, auprès d'un tribunal de San José en Californie. Elle vise notamment son P-dg, **John Chambers**, et deux autres directeurs exécutifs.

Créé en 1992, le mouvement à caractère religieux Falun Gong réunirait **entre 70 et 100 millions de membres** dans le monde qui communiquent essentiellement par Internet. Un mouvement que le gouvernement chinois considère comme une menace politique et a entrepris, à partir de 1999, d'éradiquer ses membres sur son sol.

Falun Gong accuse notamment Cisco de **fournir un système de surveillance aux autorités chinoises**, et d'aider à sa maintenance, qui permet de traquer les membres du groupe. Lesquels seraient victimes d'arrestations arbitraires, de tortures, voire de disparitions. Cet outil, baptisé 'bouclier doré' (*Golden Shield*), serait à l'origine de **5000 arrestations** des membres du groupe. Sur les onze plaintes déposées, huit sont anonymes et trois nominatives. Dont celle de **Charles Lee**, citoyen américain détenu en rétention entre 2003 et 2006 par la police chinoise qui l'aurait torturé. Falun Gong accuse Cisco de violer la loi, lui réclame des dommages et intérêts non spécifiés et espère transformer son initiative en action de groupe.

Selon la plainte déposée par Falun Gong, **Cisco savait parfaitement à quoi allait servir son outil** de surveillance. Le mouvement religieux met notamment en avant la solution présentée au client dans le cadre de l'appel d'offres. De son côté, **Cisco réfute** l'accusation d'optimiser ses routeurs dans le but de faciliter la censure et la répression. « *Les allégations contre Cisco ne reposent sur aucune base, et nous avons l'intention de nous défendre vigoureusement contre eux* », a soutenu l'entreprise américain par voie de communiqué.

Il y a trois ans, les représentants de **Cisco avaient dû s'expliquer devant une commission sénatoriale** sur la présence d'une présentation exposée en interne en 2002 et dans laquelle un employé pointait l'objectif du gouvernement chinois à travers le projet Golden Shield visant à combattre le mouvement Falun Gong. Sans suite apparemment. La Justice américaine sera-t-elle aussi convaincue que les sénateurs?